



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



CONVENTION D'ADHÉSION PETITES VILLES DE DEMAIN DE LA PORTE DU DER – WASSY

ENTRE

- La Commune de La Porte du Der (Montier-en-Der – Robert-Magny) représentée par son Maire M. Jean-Jacques BAYER ;
- La Commune de Wassy représentée par son Maire M. Jean-Alain CHARPENTIER ;
- La Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise représentée par son Président M. Quentin BRIÈRE.

ci-après, les « Collectivités bénéficiaires » ;
d'une part,

ET

- L'État représenté par le Préfet du département de Haute-Marne, Monsieur Joseph ZIMET ;

ci-après, « l'État » ;
d'autre part,

AINSI QUE

- La Région Grand-Est représentée par son Président M. Jean ROTNER ;
- Le Département de la Haute-Marne représenté par son Président M. Nicolas LACROIX ;
- L'Etablissement Public Foncier de Grand-Est représenté par Julien FREYBURGER.

ci-après, les « Partenaires »

Il est convenu ce qui suit.

Contexte

Le programme Petites villes de demain vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement.

Ce programme constitue un outil de la relance au service des territoires. Il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant aux objectifs de développement durable.

Il traduit la volonté de l'État de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme et de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites villes de demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, Petites villes de demain est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'État et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)). Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement.

Les Collectivités signataires ont dûment et conjointement exprimé leur candidature au programme en octobre 2020.

Les Collectivités bénéficiaires ont été labellisées au titre du programme Petites villes de demain par le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales en décembre 2020.

Article I. **Objet de la convention**

La présente convention d'adhésion Petites villes de demain (« **la Convention** ») a pour objet d'acter l'engagement des Collectivités bénéficiaires et de l'État dans le programme Petites villes de demain.

La Convention engage les Collectivités bénéficiaires à élaborer et/ou à mettre en œuvre un projet de territoire explicitant une stratégie de revitalisation. Dans un délai de 18 mois maximum à compter de la date de signature de la présente Convention, le projet de territoire devra être formalisé notamment par une convention d'ORT (Opération de revitalisation du territoire).

La présente Convention a pour objet :

- de préciser les engagements réciproques des parties et d'exposer les intentions des parties dans l'exécution du programme ;
- d'indiquer les principes d'organisation des Collectivités bénéficiaires, du Comité de projet et les moyens dédiés par les Collectivités bénéficiaires ;
- de définir le fonctionnement général de la Convention ;
- de présenter un succinct état des lieux des enjeux du territoire, des stratégies, études, projets, dispositifs et opérations en cours concourant à la revitalisation
- d'identifier les aides du programme nécessaires à l'élaboration, la consolidation ou la mise en œuvre du projet de territoire.

Le programme s'engage dès la signature de la présente Convention.

Cette convention a, par ailleurs, vocation à s'articuler avec le futur Contrat territorial de relance et de transition écologique qui sera conclu entre l'État, les Collectivités bénéficiaires et les Partenaires.

Article II. Engagement général des parties

Les parties s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre du programme et la réalisation des actions inscrites dans la convention.

En particulier :

- L'État s'engage (i) à animer le réseau des Partenaires du programme afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre; (ii) à désigner au sein de ses services un référent départemental et un référent régional chargés de coordonner l'instruction et le suivi des projets et d'assurer l'accessibilité de l'offre de services ; (iii) à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans le plan d'action de la Convention qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles (iv) à mobiliser les experts techniques des services déconcentrés.
- Les Collectivités bénéficiaires s'engagent (i) à mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme sur leur territoire ; (ii) à ne pas engager de projet de quelque nature que ce soit (urbanisme réglementaire, opération d'aménagement, etc.) qui viendrait en contradiction avec les orientations du projet ; (iii) à signer une convention d'ORT dans un délai de 18 mois à compter de la signature de la présente convention.
- Le Conseil Régional Grand-Est s'engage (i) à assurer l'information relative à l'inscription des aides financières dans le programme de l'État Petites villes de demain et plus spécifiquement des contributions de la Caisse des Dépôts au programme Petites villes de demain ; (ii) à l'instruction de leurs demandes en s'appuyant sur le référentiel de la Banque des Territoires pour le programme Petites villes de demain, en articulation avec le dispositif régional en faveur des centralités et dans le cadre d'une réflexion à l'échelle intercommunale, conformément à l'esprit du programme ; (iii) à la présentation aux instances décisionnelles, pour attribution d'une contribution financière, dans la limite du montant global et annuel ; (iv) à la notification de la contribution financière, notamment de la part financée par la Caisse des Dépôts au titre du programme national Petites villes de demain ; (v) à l'engagement sur son propre budget des sommes correspondantes aux contributions financières votées et leurs versements ; (vi) à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires à l'exécution de ses missions et à communiquer, sur demande des services opérationnels concernés de la Banque des Territoires, les contrats de subvention signés avec les bénéficiaires.

- Le Conseil Départemental de la Haute-Marne s'engage (i) à mobiliser des ressources financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans son champ d'intervention et qu'il serait amené à approuver, dans le cadre de son règlement d'intervention classique et/ou spécifique (uniquement sur de l'investissement), notamment la contractualisation pluriannuelle indépendante de la présente convention et pouvant porter sur tout ou partie des actions prévues par le programme Petites villes de demain ; (ii) à instruire dans les meilleurs délais les propositions de projet et d'actions qui seront soumises par les Collectivités bénéficiaires.
- L'Établissement Public Foncier du Grand-Est s'engage à instruire les dossiers qui lui seront présentés et à accompagner techniquement et financièrement ceux qu'il aura approuvés.

En outre, les Partenaires financiers (les différents ministères, l'ANCT, la Banque des Territoires, l'ANAH, le CEREMA et l'ADEME) se sont engagés au niveau national à (i) instruire dans les meilleurs délais les propositions de projet et d'actions qui seront soumises par les Collectivités bénéficiaires ; (ii) mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées dans le cadre de leurs instances décisionnaires.

Article III. Organisation des Collectivités bénéficiaires

Pour assurer l'ordonnancement général du projet, le pilotage efficace des études de diagnostic, la définition de la stratégie et l'élaboration du projet de territoire ainsi que la coordination et la réalisation des différentes actions, conduisant notamment à l'élaboration de l'ORT, les Collectivités bénéficiaires s'engagent à mettre en œuvre l'organisation décrite ci-après :

- La mise en place de relations partenariales renforcées entre les Collectivités bénéficiaires et leurs services à travers les Comités de pilotage. Le Maire et Directeur général des services de chacune des Communes bénéficiaires, le Président de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise ou son représentant et les services de la Direction du développement urbain de l'intercommunalité seront en étroite relation sur le projet. Ces Comités de pilotage seront organisés suivant un rythme régulier. À chaque étape du projet, un compte-rendu sera présenté aux conseils municipaux des Collectivités bénéficiaires afin que chaque élu dispose des informations et puisse apporter son avis et ses suggestions. La Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise met à disposition du projet les services de la Direction du développement urbain et en particulier un chef de projet « Petites villes de demain » ;
- L'installation d'un Comité de projet dont la composition et les missions sont précisées à l'article 4 de la présente Convention ;
- Le suivi du projet par un chef de projet Petites villes de demain. L'attribution d'un cofinancement du poste engage au respect de certaines conditions notamment de mise en œuvre de certaines missions (voir annexe 1 « rôle et missions de référence du chef de projet Petites villes de demain »). Le chef de projet rend notamment compte de ses travaux par la production de rapports transmis aux membres du comité de projet (voir annexe 2 « annuaire ») ;
- L'appui d'une équipe-projet, sous la supervision du chef de projet Petites villes de demain, assurant la maîtrise d'ouvrage des études et actions permettant de définir la stratégie de revitalisation globale du territoire et d'élaborer l'ORT ;

- La présentation des engagements financiers des projets en Comité régional des financeurs ;
- L'usage de méthodes et outils garantissant l'ambition et la qualité du projet tout au long de sa mise en œuvre ;
- L'intégration des enjeux et des objectifs de transition écologique au projet en prenant en compte le SRADDET Grand-Est et les axes définis par l'ANCT qui permettent de faire de la transition écologique un moteur de la cohésion et de l'aménagement des territoires. Ces axes s'organisent autour de 4 défis : l'intégration du vivant dans les politiques d'aménagement (intégration des enjeux de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les opérations d'urbanisme) ; transformation des modes de production, de consommation et de vie dans les territoires (la production et la consommation de masse s'accompagnent d'impacts négatifs sur les territoires : émissions de gaz à effet de serre contribuant au changement climatique ; pollution de l'air, de l'eau et du sol ; production d'une quantité croissante de déchets ; baisse inquiétante des stocks de certaines ressources ; perte de diversité territoriale et culturelle...) ; mise en œuvre d'une transition écologique juste, inclusive et démocratique (émergence d'accords pragmatiques sur la prise en charge des vulnérabilités induites par les dégradations environnementales et sur la répartition équitable des efforts et investissements nécessaires à la transition écologique) ; et inventer de nouveaux mécanismes de coordination, de coopération et de solidarité entre territoires (coopération entre territoires sur les sujets de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie à travers des contrats ou la création de syndicats mixtes réunissant plusieurs collectivités locales).
- L'association de la population et des acteurs du territoire dans la définition et la mise en œuvre du projet à travers des Comités participatifs pour accompagner la co-construction du projet. Les Comités participatifs rassemblent les habitants, les élus et les acteurs de la société civile du territoire afin de recueillir leurs propositions et avis. La méthode de consultation varie suivant les problématiques : consultation par voie de support média, mise en place d'ateliers participatifs, et organisation d'événements pour la population avec un temps de présentation du projet et un temps d'échanges. Les élus des Commissions thématiques des Communes bénéficiaires pourront être sollicités et associés aux réflexions.
- La communication des actions à chaque étape du projet afin d'informer les habitants du territoire des évolutions du projet, grâce aux supports médias des Communes bénéficiaires et de l'intercommunalité. Il pourra être envisagé la création d'un média spécifique.

Article IV. Comité de projet

Le Comité de projet, validant le projet de territoire, est présidé par une coprésidence entre :

- M. Jean-Jacques BAYER, Maire de la Commune de La Porte du Der ;
- M. Jean-Alain CHARPENTIER, Maire de la Commune de Wassy ;
- M. Quentin BRIÈRE, Président de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise.

L'Etat représenté par le préfet de département et/ou le « référent départemental de l'Etat » désigné par le Préfet y participent nécessairement.

Les Partenaires (Partenaires financiers et Partenaires techniques) locaux y sont invités et représentés :

- Les Services de l'Etat (Directeur Départemental des Territoires, ...)
- Le délégué local de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT)
- Le Président du Conseil Régional Grand-Est ;
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Marne ;
- Le Président de l'Établissement Public Foncier du Grand-Est.

- Le Directeur Départemental de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
- Les Directions Générales et services des Collectivités bénéficiaires (Commune de La Porte du Der, Commune de Wassy, et Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise) ;

En tant que de besoin, toute personne ou structure dont le champ d'intervention ou de compétences est jugé utile pourra être invitée (Architecte des Bâtiments de France, bailleurs sociaux, Chambres consulaires...).

Le Comité valide les orientations et suit l'avancement du projet.

Il se réunit de façon formelle à minima de façon trimestrielle, mais ses membres sont en contact permanent afin de garantir la bonne dynamique du projet.

Article V. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention

La présente Convention est valable pour une durée de dix-huit (18) mois maximum, à compter de la date de sa signature. En cas de difficulté avérée et justifiée, sur demande explicite et circonstanciée des Collectivités bénéficiaires, validée par le comité de pilotage, cette durée pourra être prolongée par avenant à l'appréciation de l'État représenté par le préfet de département.

Dans ce délai, un projet de territoire intégrant une stratégie urbaine et économique de revitalisation (diagnostic, objectifs, actions, phasage et financement) devra être adopté. Durant ce même calendrier, les Collectivités bénéficiaires peuvent mobiliser les offres des Partenaires financiers et des Partenaires techniques, nationaux et locaux, pertinentes à la réalisation des actions.

À tout moment, sur la base du projet de territoire, les Collectivités bénéficiaires peuvent faire arrêter en Comité de projet et après validation du Comité régional des financeurs, la convention d'ORT. La signature de la convention ORT met fin automatiquement à la présente Convention. En cas de l'existence d'une convention d'ORT à l'échelle de l'EPCI au moment de la signature de la présente convention, les Collectivités s'engagent dans l'ORT par avenant à la convention existante ou par l'adoption d'une convention-chapeau reprenant la convention d'ORT existante et incluant les éléments déterminés dans le cadre du programme Petites villes de demain.

Cette convention d'ORT devra respecter les dispositions de l'article L303-2 du code de la construction et de l'habitation et notamment indiquer le(s) secteur(s) d'intervention, le contenu et le calendrier des actions prévues, le plan de financement des actions et la gouvernance. Conformément à l'article précité, cette convention sera signée par les Collectivités, l'Etat et ses établissements publics et toute personne publique ou privée intéressée.

Article VI. État des lieux

6.1 Évolution et situation du territoire

Commune de La Porte du Der :

En 2018, la Commune de La Porte du Der compte 2 290 habitants pour une densité de 82 hab./km². La population est en légère hausse par rapport à 2017 (2 278 habitants). Les 45-59 ans représentent 20% de la population suivi des 60-74 ans (18,5%). La tranche d'âge 15-29 ans ne représente que 12,3% de la population totale.

On observe une augmentation du nombre de chômeurs de 5% en cinq ans, passant de 121 personnes en 2012 à 167 en 2017. Les employés (33% en 2017), les professions intermédiaires (23% en 2017), et les ouvriers (20% en 2017) sont les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur la Commune de La Porte du Der. Depuis 2012, la part d'emploi n'a cessé de s'accroître.

En 2017, la Commune, compte 1 193 logements dont :

- 792 résidences principales ;
- 52 résidences secondaires ou logements occasionnels ;
- 135 logements vacants (principalement HLM Clos Bailly) ;
- 214 logements Hamaris.

La Commune compte 835 maisons soit 70% des types de logements et 357 appartements.

Les résidences principales ont majoritairement été construites entre 1946 et 1990, lors de l'après-guerre qui marque une période de reconstruction pour Montier-en-Der qui a été victime d'un bombardement en juin 1940. En 2021, un nouveau lotissement dit « Le Poirier Maillard » de 36 lots voit le jour.

En termes de tourisme, La Porte du Der dispose d'un fort potentiel, au travers de sa situation géographique, son patrimoine culturel et son offre d'équipement. Le territoire, principalement agricole, s'est adapté pour accueillir les visiteurs et prendre en compte le volet touristique dans la stratégie de développement du territoire.

La Commune se situe à 8 kilomètres du Lac du Der en Champagne, faisant de La Porte du Der le bourg le plus proche disposant de services pour les habitants et les touristes (commerces de proximité, pôle de santé accueillant plusieurs professionnels de santé, marché local et bureau d'information touristique).

La Commune de La Porte du Der dispose de 4 lieux emblématiques inscrits aux Monuments Historiques : l'Église de Robert-Magny (inscrite en 1986), l'Abbatiale Saint-Rémi de Montier-en-Der (inscrite en 1862), le Haras National de Montier-en-Der (inscrit en 2015) et la propriété Japiot (domaine privé inscrit partiellement en 2015).

La Commune dispose également d'autres lieux patrimoniaux et touristiques importants comme : le jardin Linet, le lavoir de Robert-Magny, le Palais scolaire et la Marianne, la Halle au Blé, l'hippodrome et la maison Collin (architecture à pan de bois).

Chaque année, deux festivals marquent la vie de la commune, « *Jazz ô Der* », festival de jazz sur trois jours en mai et le « *Festival international de la Photo Animalière et de Nature* » qui accueille près de 40 000 visiteurs pendant quatre jours. Des courses hippiques sont organisées de Juin à Septembre, dont une manche du trophée Vert. Ces trois événements sont organisés par des associations locales avec l'aide de bénévoles. Ils sont un facteur de développement du tourisme sur la commune, car ils drainent du public national et international sur le territoire. Les visiteurs sont hébergés sur le territoire jusqu'à 60 km (Troyes) et visitent en même temps les alentours.

Commune de Wassy :

D'après les chiffres de 2017, la Commune de Wassy compte 2 905 habitants pour une densité de population de 85,9 hab./km². La population est en baisse depuis 2014 (3 016 habitants).

Les 45-59 ans représentent 21% de la population suivis des 60-74 ans (18,3%). La tranche d'âge des 75 ans et plus représente seulement 13,3% de la population.

Le nombre de chômeurs est de 18,5% en 2017, on observe une augmentation de 2% depuis 2012. Les ouvriers (33,9% en 2017), les employés (31,2% en 2017) et les professions intermédiaires (18,8% en 2017) sont les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sur la Commune de Wassy. La part importante d'ouvriers est liée au secteur de la métallurgie présent sur la Commune à travers la Fonderie GHM qui représente environ 600 emplois.

En 2017, la commune de Wassy compte 1 510 logements dont :

- 1 253 résidences principales ;
- 26 résidences secondaires ou logements occasionnels ;

- 231 logements vacants.

La Commune compte 1 058 maisons soit 70% des types de logements et 449 appartements. Les résidences principales ont majoritairement été construites de 1971 à 1990.

En matière de tourisme, Wassy dispose d'un camping ayant une capacité de 32 emplacements.

Deux monuments de la Commune sont classés et un inscrit aux Monuments Historiques : Église Romane Notre-Dame du XII^e siècle (classée en 1875), la Croix dite de la Périère (classée en 1903) et la Tour du Dôme (inscrite en 1933).

La Commune de Wassy dispose de lieux remplis d'histoire. Les Halles, hébergent régulièrement des lotos, expositions, salons ou autres manifestations. La Forgerie est un théâtre ouvert de septembre à juin proposant un programme varié : théâtre classique ou contemporain, danse, cirque et musique.

Le musée protestant de la grange au massacre de Wassy installé dans le temple protestant, est accessible sur demande à la Mairie. Le bourg dispose d'autres lieux emblématiques : la vieille ville, le Palais de justice, la Mairie, l'horloge astronomique d'Alexandre François Pernot, la salle Ménéssier et la Chapelle de l'Hôpital.

La Commune de Wassy dispose également de plusieurs ilots de verdure : le parc des Grandes Promenade où se trouve de nombreuses statues en fonte et le réservoir des Leschères aussi connu sous le nom de « *la Digue de Wassy* » qui permet d'alimenter le canal de la Blaise.

Le carnaval de Wassy est un événement phare qui attire chaque année 1 500 participants.

6.2 Stratégies, projets et opérations en cours concourant à la revitalisation

6.2.1 Documents d'urbanisme, de planification applicables et de valorisation du patrimoine

Les collectivités bénéficiaires s'inscrivent dans le cadre du SRADDET Grand-Est et disposent chacune d'un PLU.

Le PLUI et le SCoT sont en cours d'élaboration, respectivement par la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise et par le Syndicat mixte du Nord Haute-Marne.

Commune de La Porte du Der :

La Commune de La Porte du Der dispose d'éléments bâtis à protéger au titre de l'article L-123-1-7 du Code de l'urbanisme : le Haras National, l'Abbatiale Saint-Rémi, la propriété Japiot de Montier-en-Der, et l'église de Robert-Magny sont inscrites Monument Historique.

Commune de Wassy :

L'Église Notre-Dame et la Croix dite de la Périère sont classées au titre des Monuments Historiques. La Tour du Dôme de Wassy est inscrite aux Monuments Historiques.

6.2.2 Programmes et contrats territoriaux

Les Communes de La Porte du Der et Wassy s'inscrivent dans le cadre du programme de soutien aux centralités rurales et urbaines de la région Grand-Est, du pacte pour la ruralité de la région Grand-Est, et du contrat local départemental de la Haute-Marne.

6.2.3 Projets et opérations d'urbanisme

Commune de La Porte du Der :

Afin de poursuivre l'embellissement de la Commune de La Porte du Der et de soutenir l'activité des entreprises locales, il a été mis en place un dispositif incitatif d'aide à la rénovation des façades jusqu'au 31 décembre 2023, sous certaines conditions. L'aide octroyée sera de 2 000 euros maximum pour les rénovations de façades visibles de la rue, et de 4 000 euros maximum pour les rénovations de façades à pans de bois visibles de la rue.

Le quartier du Clos-Bailly de Montier-en-Der se compose de plusieurs HLM construits dans les années 1960. L'état général et l'isolation des logements se sont dégradés, rendant difficile la maîtrise de la consommation énergétique. Face à ce constat et afin de redynamiser et rendre attractif le cœur de ville et en particulier le quartier du Clos-Bailly, la Commune de La Porte du Der souhaite engager une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU).

Une étude pré-opérationnelle OPAH-RU sera menée pour définir l'opportunité de la mise en place d'une OPAH-RU.

6.3 Projet de territoire : stratégies et actions à engager concourant à la revitalisation [2020 – 2026]

Commune de La Porte du Der :

La Commune de La Porte du Der souhaite engager une véritable stratégie de développement autour du « mieux vivre ».

- Habitat : développement et rénovation des logements sociaux existants et rénovation du patrimoine immobilier de l'ensemble de la Commune en prenant en compte la réduction des charges à travers le déploiement de l'énergie verte ;
- Équipement public : soutien au monde associatif à travers la construction de nouvelles infrastructures sportives afin d'entretenir le lien social ;
- Tourisme : poursuite du développement du tourisme autour du Haras national, du patrimoine de Montier-en-Der, et du Lac du Der en Champagne ;
- Commerce : objectif du maintien de la population en développant les commerces et les emplois.

Commune de Wassy :

La commune de Wassy souhaite mener une action générale d'amélioration du cadre de vie et de revitalisation de son centre-bourg.

- Restructuration et aménagement de voiries communales, notamment en améliorant la mobilité et l'accessibilité ;
- Amélioration des performances énergétiques des bâtiments communaux tout en poursuivant la mise en accessibilité ;
- Requalification et aménagements des espaces publics, autour du Parc des Promenades, de la Place du 14 juillet et du centre-bourg autour de l'ancienne gendarmerie (rue Gresley, Place Marie Stuart, rue du Val du Château) ;
- Amélioration et développement de l'habitat ;
- Renouvellement des infrastructures sportives et de loisirs ;
- Renforcement de l'attractivité touristique autour de la Digue des Leschères (travaux d'étanchéité et de mise aux normes, aménagement du tour de Digue, modernisation du camping municipal) ;
- Mise en valeur du patrimoine et des monuments classés ou inscrits.

6.4 Besoins en ingénierie estimés

Les Collectivités bénéficiaires ont identifié deux grands besoins :

- Un chef de projet qui devra réaliser un diagnostic de territoire pour les Communes de La Porte du Der et Wassy afin d'articuler leur projet de territoire avec celui de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise. Les actions en cours ou matures, cohérentes avec le plan d'action en cours devront être prises en compte et soutenues plus particulièrement à l'échelle de la commune ;

- L'élaboration d'une étude pré-opérationnelle pour définir le programme d'actions et les modalités de mise œuvre d'une future OPAH-RU.

Convention signée en 7 exemplaires, le

Commune de La Porte du Der	Commune de Wassy	Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise
Jean-Jacques BAYER	Jean-Alain CHARPENTIER	Quentin BRIERE

ETAT	Région Grand-Est	Département de la Haute-Marne
Joseph ZIMET	Jean ROTTNER	Nicolas LACROIX

Etablissement Public Foncier du Grand Est
Julien FREYBURGER

ANNEXE 1 : ROLE ET MISSIONS DU CHEF DE PROJET PETITES VILLES DE DEMAIN

Cette annexe présente le rôle du chef de projet Petites villes de demain et en détaille ses missions. Elle vise à accompagner les collectivités dans la construction de la fiche de poste. Le profil doit être affiné en fonction des besoins existants locaux, spécifiques à chacun, et apporter une plus-value au regard des compétences présentes localement.

Rôle du chef de projet Petites villes de demain

Tout au long du programme Petites villes de demain, le chef de projet est le chef d'orchestre du projet de revitalisation par le pilotage et l'animation du projet territorial. Il coordonne la conception ou l'actualisation du projet de territoire, définit la programmation et coordonne les actions et opérations de revitalisation dans la/les Petites villes de demain dont il est le chef de projet. Il appuie et conseille les instances décisionnelles communales ou/et intercommunales engagées dans le projet. Il entretient des liens étroits avec les partenaires locaux (dont les représentants des partenaires nationaux), qu'ils soient publics, associatifs ou privés. Il bénéficie d'un réseau du Club Petites villes de demain pour s'inspirer, se former, s'exercer et partager ses expériences.

Il est recommandé que le chef de projet soit positionné à un niveau hiérarchique lui permettant d'orchestrer l'action de manière transversale au sein des services de la collectivité. Il est préconisé que le chef de projet soit rattaché à la Direction générale de l'administration et des services de l'intercommunalité ou de la commune ou à la Direction générale au sein de la collectivité maîtresse d'ouvrage de l'OPAH RU*. Il est également souhaité des liens étroits entre le chef de projet et l' élu référent du projet de revitalisation (que celui-ci soit le maire ou non).

Missions du chef de projet Petites villes de demain

Participer à la conception ou à l'actualisation du projet de territoire et définir en définir sa programmation :

- Recenser les documents stratégies territoriaux, les études et le(s) projet(s) en cours pour analyser les dynamiques territoriales et opérationnelles et en dégager des enjeux ;
- En lien étroit avec le maire ou l' élu référent, stabiliser les intentions politiques et partenariales en faisant valider le projet global de revitalisation, en cohérence avec les documents stratégiques territoriaux ;
- Définir les besoins d'ingénieries (études, expertises, ...) nécessaires dans les thématiques suivantes : rénovation de l'habitat, commerces, services et activités, mobilité, aménagement des espaces publics, patrimoine, culture, tourisme, transition écologique et environnement, numérique, participation ;
- Identifier, mobiliser et coordonner les expertises nécessaires en s'appuyant sur les partenaires nationaux et locaux du programme PVD ;
- Concevoir et rédiger l'ensemble des documents destinées à être contractualisés ou avenantés (projet de territoire, programmation, convention-cadre, convention OPAH-RU*...).

Mettre en œuvre le programme d'actions opérationnel :

- Impulser et suivre l'avancement opérationnel, technique et financier des opérations en lien avec les référents des partenaires de la Ville.
 - Coordonner les opérations et veiller à leur faisabilité et articulation au sein du plan d'actions globale ;
 - Mettre en œuvre et animer une OPAH-RU* (suivi et animation des partenariats financiers et opérationnel, élaboration d'une stratégie de concertation et de communication) ou tout autre dispositif ;
 - Gérer des marchés publics pour le choix des prestataires ;
 - Gérer le budget global du programme (dépenses et recettes), son articulation au plan prévisionnel d'investissement, aux budgets annuels, à l'exécution des marchés, aux demandes de subventions ;
- Assurer le suivi, et l'évaluation du projet de territoire et des opérations*.

Organiser le pilotage et l'animation du programme avec les partenaires :

- Coordonner et, le cas échéant, encadrer l'équipe-projet ;
- Concevoir et animer le dispositif de pilotage stratégique et opérationnel propre au projet et s'assurer, auprès des collectivités et des opérateurs, du respect des processus décisionnels courant à l'avancement du projet ;
- Identifier et alerter des difficultés rencontrées au bon niveau de décision et proposer des solutions pour y répondre (choix techniques, budgétaires ou règlementaires, dispositif d'information/de communication), préparer et organiser les arbitrages et la validation auprès des instances concernées ;
- Fédérer, associer et informer régulièrement les acteurs privés et publics autour du projet ; Intégrer dans la dynamique du projet, les actions de communication, de concertation et de co-construction auprès des habitants/ usagers et partenaires locaux.

Contribuer à la mise en réseau nationale et locale :

- Participer aux rencontres et échanges
- Contribuer à la capitalisation des expériences et à l'échange de bonnes pratiques

Cofinancement du poste de chef de projet Petites villes de demain

Pour rappel, le cofinancement d'un poste de chef de projet par la Banque des Territoires, dans le cadre du programme Petites villes de demain, est conditionné au respect des missions présentées ci-dessus et sous réserve d'être dédié à la démarche de revitalisation (ETP à 80% a minima).

Le cofinancement par l'ANAH est principalement conditionné à la préparation et/ou mise en œuvre d'une OPAH-RU. Les missions suivies d'un (*) font expressément référence à la mise en œuvre de cette opération programmée complexe.

ANNEXE 2 : ANNUAIRE

Nom – Prénom	Poste et service	Mail	Téléphone
Commune de La Porte du Der			
M. BAYER Jean-Jacques	Maire	jean-jacques.bayer@orange.fr	03 25 04 22 62
M. OTTENWAEOLDER Allain	1 ^{er} Adjoint Finances, culture, patrimoine, tourisme, affaires sociales et services à la population	allain.ottenwaelder1@9online.fr	03 25 04 22 62
Mme VERDUN Michèle	2 ^{ème} Adjointe Secteur enfance, éducation, jeunesse et famille	michele.verdun@laporteduder.fr	03 25 04 22 62
M. VAILLANT Francis	3 ^{ème} Adjoint Travaux (patrimoine bâti et voirie), de l'aménagement urbain, l'éclairage public et la vidéoprotection	francis.vaillant@laporteduder.fr	03 25 04 22 62
Mme CESARION Sylvie	4 ^{ème} Adjointe Associations	sylvie.cesarion@laporteduder.fr	03 25 04 22 62
M. DAUTEL Jacky	5 ^{ème} Adjoint Urbanisme, commissions de sécurité et accessibilité des bâtiments	jacky.dautel@wanadoo.fr	03 25 04 22 62
M. COUVREUX Patrick	Adjoint de la Commune déléguée de Montier-en-Der Chemins communaux, rivières et environnement	mairiemontierender@laporteduder.fr	03 25 04 22 62
M. GOUGET Hubert	Maire délégué de Robert-Magny Chargé de la gestion des forêts de La Porte du Der	mairierobertmagny@laporteduder.fr	03 25 04 22 62
Mme CILIA Catherine	Directrice Générale des Services	mairiemontierender@laporteduder.fr catherine.cilia@laporteduder.fr	03 25 04 38 41
Commune de Wassy			
M. CHARPENTIER Jean-Alain	Maire	jacharpentier.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
Mme DAVIGNON Laurie	1 ^{ère} Adjointe Cadre de vie et développement de la ville	ldavignon.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
M. VIGNON Alexandre	2 ^{ème} Adjoint Patrimoine, culture et vie associative	vignon.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
Mme REMOND Aurélie	3 ^{ème} Adjointe	remond.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90

	Affaires sociales et logement		
M. LE MORVAN Alexandre	4 ^{ème} Adjoint Affaires scolaires	lemorvan.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
Mme GAVIER Janie	5 ^{ème} Adjointe Affaires financières	ygavier.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
M. ROYER Jean-Yves	Conseiller municipal délégué Information et communication	jyroyer.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
Mme REUILLE Kelly	Conseillère municipale déléguée Relations avec les commerçants, artisans, entreprises et le marché	kreuille.mairie@gmail.com	03 25 55 31 90
Mme LANDREAT Estelle	Directrice Générale des Services	dgs@mairie-wassy.fr	03 25 55 31 90
Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise			
M. BRIERE Quentin	Président	cabinet@mairie-saintdizier.fr	03 25 55 31 79
M. SIMON Alain	Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire	asimon@agglo-saintdizier.fr	03 25 55 59 27
M François-Xavier DOAT	Directeur de Cabinet	fxdoat@mairie-saintdizier.fr	03 25 55 31 53
M. Christophe LANDRIN	Directeur Général des Services	clandrino@mairie-saintdizier.fr	03 25 55 31 80
Mme GUINY Claire	Directrice de la Direction Développement Urbain	cguiny@mairie-saintdizier.fr	03 25 55 59 19
Mme AMIABLE Pauline	Responsable service planification stratégique	pamiable@mairie-saintdizier.fr	03 25 55 59 27
<i>En cours de recrutement</i>	Chef de projet Petites Villes de Demain		